

***Forum National sur la promotion des
investissements dans le secteur forestier
17 – 19 février 2009, Palais du Parlement,
Brazzaville - Congo***

PROBLEMATIQUE DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS DURABLES DANS LE SECTEUR FORESTIER

Pr Donatien N'ZALA
DGEF, Congo

PLAN DE L'EXPOSE

Introduction

I. Contexte

II. Contraintes, mesures et opportunités

Perspectives et Conclusions



INTRODUCTION

- La **Durabilité**, concept assez nouveau
- La **gestion durable** a de longues traditions dans le secteur forestier
- Un investissement durable est celui qui assure la promotion du développement durable
- Quelle est la situation réelle de l'investissement dans ce secteur?
- A quelles contraintes / problèmes importants fait-il face?
- Quelles sont les réponses apportées par les institutions publiques?

I. CONTEXTE

- Evolution des exigences de l'aménagement durable, notamment:
 - La Prise en compte de l'environnement dans le développement économique
 - Les capacités financières ne sont plus les mêmes
 - La Mondialisation du marché
 - La Diversification des activités des entreprises

I. CONTEXTE NATIONAL

- Un domaine forestier contrasté

- 2 grands ensembles forestiers = 20 millions ha (60 % territoire, 1/10^e forêts denses Afrique centrale)
 - Sud du pays: 2 massifs de 4 millions ha exploités depuis plus d'un demi siècle.

Un potentiel de bois d'œuvre estimé à 20 millions m³

- Nord du pays: 15 millions ha de forêt équatoriale quasi intacte. Un potentiel de 130 millions m³
- Plantations forestières
- Diversité biologique remarquablement grande

I. CONTEXTE NATIONAL

- **Un cadre institutionnel et politique approprié**
- Ministère en charge des forêts = Ministère de l'économie forestière (MEF)
 - * Inspection générale
 - * Direction générale
- Existence de structures étatiques et privées, associations et ONG

I. CONTEXTE NATIONAL

- **Un cadre législatif et réglementaire adapté**
- Loi 16-2000 du 20 novembre 2000 portant code forestier
- Loi 37-2008 du 28 novembre 2008 sur la faune et les aires protégées

I. CONTEXTE NATIONAL

- **Un environnement social et économique difficile**
 - Secteur forestier = 2^e source de revenus
 - Crise financière et économique mondiale
 - Arrêt / ralentissement des activités des entreprises forestières
 - Chômage

II. Contraintes, mesures et opportunités

2.1. Objectifs de gestion durable

- **Objectif global:** assurer le développement économique, social et écologique du pays sur la base de la gestion durable des ressources forestières et fauniques.

2.1. Objectifs de gestion durable

Les perspectives de notre politique forestière reposent sur les axes suivants:

- **Conforter la gestion durable des forêts**
- **Se mobiliser dans les démarches internationales concernant la forêt**
- **Renforcer les capacités opérationnelles de l'administration forestière**
- **Contribuer au désenclavement de l'arrière pays**
- **Contribuer à la création d'emplois en milieu rural**

2.2. Contraintes (1)

- Etroitesse du marché local et dépendance des marchés extérieurs;
- Exigences des marchés internationaux;
- La taille des superficies et surexploitation des permis dans le sud Congo;
- Problèmes fonciers surtout pour les plantations;
- Coûts très élevés des matériels, équipements techniques et pièces de rechange

2.2. Contraintes (2)

- -Le coût très élevé des matériels, équipements techniques et pièces de rechange ;
- - Les effets négatifs de la crise financière et économique internationale ;
- - La réticence de certains concessionnaires et industriels à adhérer au processus d'aménagement durable, à se moderniser et à se diversifier.

2.2. Contraintes (3)

- Quel type d'investisseur et d'investissement cherche-t-on à attirer ?

Deux catégories d'investisseurs :
l'investisseur « domestique » et
l'investisseur étranger.

La majorité des investissements dans le secteur le sont par des entreprises étrangères.

2.3. Mesures (1)

Une série de mesure favorables à l'investissement dans l'aménagement forestier:

- Utilisation des directives techniques pour l'AF (normes nationales d'aménagement)
- Principes, critères et indicateurs adaptés aux conditions du Congo;
- Capitalisation des opportunités offertes par la certification;
- Adaptation des capacités des usines de transformation sur place aux capacités de production de la forêt (et non pas le contraire);

2.3. Mesures (2)

- Développement d'une stratégie nationale pour la promotion et le développement durable des PFNL;
- Diversification du secteur (écotourisme, PFNL, marchés du carbone et rémunération des services environnementaux, etc.);
- Sélection d'entreprises financièrement solides et ayant fait la preuve de professionnalisme et les plus aptes à mener une gestion durable.

2.3. Mesures (3)

- Mesures gouvernementales du 23 janvier 2009:
 - ✓ Augmentation provisoire du quota de l'exportation des grumes de 15 à 30 %;
 - ✓ Négociation des moratoires sur les arriérés de dettes et amendes dues à l'Etat;
 - ✓ Suspension des paiements anticipés des taxes d'abattage
 - ✓ Réduction de la TVA à 5 % sur les produits pétroliers importés du Cameroun;
 - ✓ Application du taux zéro de TVA sur la vente locale du bois.

Perspectives et conclusions

L'amélioration économique du secteur immobilier mondial est fortement souhaitée, ainsi que la situation financière des sociétés forestières. Il pourra alors être réalisé :

- - l'étude de la fiscalité en vue de prendre en compte les aspects incitatifs à l'aménagement durable ;
- - la conception et la mise en œuvre d'un plan sectoriel forêt-environnement avec le concours des bailleurs de fonds internationaux ;

Perspectives et conclusions

- - la promotion des investissements privés conséquents pour un développement de l'écotourisme ;
- - la mise en place de financements durables et sécurisés de l'action forestière dans le cadre du processus du partenariat forestier pour le Bassin du Congo (PFBC).
- - le soutien de l'Etat à la filière forêt-bois comme secteur hors pétrole dynamique.

En CONCLUSION

- Le secteur forestier vit actuellement une réelle crise financière et économique caractérisée par la stagnation sinon l'arrêt de la production industrielle du bois et la faiblesse des investissements, ainsi que par une crise sociale (chômage, accroissement de la pauvreté des milieux ruraux, etc.).
- Les mesures prises sont en adéquation avec les besoins du secteur et devraient intégrer une stratégie globale de promotion des investissements afin qu'elle ne relève pas de l'effet de crise, mais plus de l'anticipation.

MERCI

